

CAMERA DEI DEPUTATI N. 4451

DISEGNO DI LEGGE

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
(ANDREOTTI)

DI CONCERTO COL MINISTRO PER IL COORDINAMENTO DELLA PROTEZIONE CIVILE
(ZAMBERLETTI)

COL MINISTRO DELL'INTERNO
(SCÀLFARO)

COL MINISTRO DEL TESORO
(GORIA)

E COL MINISTRO DELLA MARINA MERCANTILE
(DEGAN)

Ratifica ed esecuzione della convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina relativa alla cooperazione e all'assistenza nel campo della protezione civile e dei servizi antincendi, firmata a Roma il 17 ottobre 1985

Presentato il 16 febbraio 1987

ONOREVOLI DEPUTATI! — La convenzione in parola, firmata a Roma il 7 ottobre 1985, crea le premesse per una collaborazione organica tra i due paesi nel campo della protezione civile e dei servizi antincendi.

Essa è stata conclusa anche a seguito dei contatti intercorsi tra le Amministrazioni italiane direttamente interessate (il Ministero dell'interno e l'Ufficio del Mini-

stro per il coordinamento della protezione civile) e il Ministero dell'interno tunisino, che in un primo momento aveva manifestato interesse per una collaborazione nel settore antincendi, estesasi poi a tutto l'arco della protezione civile.

La convenzione, che si ricollega ad analoga intesa tra Francia e Tunisia, corrisponde all'esigenza tunisina di usufruire della esperienza dei nostri competenti

servizi, sia tramite una concreta e adeguata assistenza in caso di necessità che tramite informazioni, dati tecnici ecc.

La convenzione consta di quattro Titoli e traccia le linee generali della futura collaborazione tra i due paesi nei campi suindicati. Essa prevede che i compiti più strettamente organizzativi siano demandati ad una Commissione mista composta di rappresentanti di entrambe le parti.

L'intero Titolo II (articoli 3-7) detta le norme sulla composizione e sul funzionamento della Commissione della quale sono chiamati a far parte, oltre a rappresentanti dei Ministeri interessati, anche esperti nei settori di loro specifica competenza in relazione alla materia oggetto di esame.

Norme di carattere operativo sono previste al Titolo III (articoli 8-12) e riguardano la direzione delle operazioni di intervento, gli oneri gravanti sulla parte che ha richiesto l'intervento, eventuali danni ecc.

L'articolo 10 prevede che tutte le spese derivanti dalle attività di assistenza e di cooperazione previste dalla convenzione siano a carico della parte richiedente.

Agli eventuali oneri finanziari derivanti dall'applicazione degli articoli da 2 a 6, 7 e 10 si farà fronte con i normali stanziamenti iscritti negli appositi capitoli degli stati di previsione della spesa delle amministrazioni interessate.

DISEGNO DI LEGGE

—

ART. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione tra la Repubblica italiana e la Repubblica tunisina relativa alla cooperazione e all'assistenza nel campo della protezione civile e dei servizi antincendi, firmata a Roma il 17 ottobre 1985.

ART. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 13 della convenzione stessa.

ART. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

PAGINA BIANCA

IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

CONVENTION ENTRE LA REPUBLIQUE ITALIENNE ET LA REPUBLIQUE TUNISIENNE
RELATIVE A LA COOPERATION ET A L'ASSISTANCE DANS LE
DOMAINE DE LA PROTECTION CIVILE ET DES SERVICES ANTI-INCENDIES

Le Gouvernement de la République Italienne
et le Gouvernement de la République Tunisienne

Convaincus de l'intérêt pour les deux pays d'établir une coopération permanente dans le domaine de la Protection Civile et des services anti-incendies et désireux de faciliter l'assistance mutuelle chaque fois qu'elle s'avèrera nécessaire, sont convenus de ce qui suit:

Titre I - Dispositions GénéralesARTICLE 1:

Les Parties contractantes s'engagent à établir une coopération permanente dans le domaine de la Protection Civile et des services anti-incendies et dans la mesure de leurs possibilités à se prêter assistance chaque fois que celle-ci s'avèrera nécessaire dans les conditions prévues par la présente convention.

ARTICLE 2:

- En vue d'atteindre les objectifs définis à l'article 1,
- a) est créée une commission composée des représentants de chacune des parties contractantes dénommée "Commission Mixte de Protection Civile et des Services Anti-Incendies".
 - b) est organisée une coordination des experts appelés à apporter leurs concours dans le cadre de la dite coopération.

Titre II - Organisation de la CoopérationARTICLE 3:

La commission, prévue à l'article 2 qui comprend, à parité, pour chaque Partie, des membres nommés conjointement par les Ministres de l'Intérieur et de la Coordination de la Protection Civile de la République d'Italie et ~~le Ministre de l'Intérieur de la République d'Italie~~ et le Ministre de l'Intérieur de la République Tunisienne, est composée:

- 1) des membres permanents - à savoir chaque délégation :
 - cinq représentants des Ministres italiens de l'Intérieur et de la Coordination de la Protection Civile et du Ministre de l'Intérieur de la République Tunisienne parmi lesquels figurent le Directeur Général de la Protection Civile et des Services Anti-Incendies pour la Partie Italienne et le Directeur de la Protection Civile pour la Partie Tunisienne.
 - deux responsable compétents en matière de lutte contre la pollution maritime.
 - deux spécialistes de secours et de la lutte contre l'incendie.
- 2) des membres qui ne sont appelés à siéger que pour les affaires



IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

de leur compétence et pour l'examen desquelles il est fait appel à différentes catégories d'experts du secteur public et du secteur privé.

ARTICLE 4:

La commission est présidée alternativement par les Ministres de l'Intérieur ou de la Coordination de la Protection Civile pour la Partie Italienne et le Ministre de l'Intérieur pour la République Tunisienne ou par leurs représentants respectifs.

Elle se réunit à intervalles réguliers alternativement en Tunisie et en Italie.

La commission peut également se réunir à tout moment lorsqu'en raison des circonstances spéciales il en a été décidé ainsi. Le lieu de réunion sera convenu alors d'un commun accord.

ARTICLE 5:

Le président de la commission, prévue à l'article précédent peut, après avis de celle-ci, constituer en son sein une sous-commission permanente et des sous-commissions techniques dont il fixe les attributions.

ARTICLE 6:

La commission a pour mission notamment:

- a) de déterminer les conditions générales auxquelles devront se conformer les Parties pour réaliser la coopération jugée nécessaire au titre de la formation de l'organisation des services et des unités opérationnelles ainsi que la gestion.
- b) d'émettre un avis sur les affaires particulières qui lui sont présentées à la demande de l'une des deux Parties.
- c) de favoriser un échange d'information régulier aux plans juridique, technique et opérationnel.

ARTICLE 7:

Les experts appelés à remplir une mission de coopération sont désignés d'un commun accord entre les deux Parties contractantes.

S'ils le jugent utile, ils désigneront un conseiller technique, afin de coordonner sur place, à intervalles réguliers et pendant des périodes plus ou moins longues, l'activité des différents experts dont le concours aura été demandé.

Les droits et obligations ponctuels des experts sont déterminés d'un commun accord entre les deux Parties contractantes.

Les dépenses inhérentes à l'objet de cet article sont à la charge de la Partie requérante.

Titre III - Assistance Mutuelle sur le Plan Opérationnel**ARTICLE 8:**

Si une Partie a besoin d'assistance en cas de sinistre grave elle peut demander le concours de l'autre Partie pour obtenir des moyens de



IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

secours supplémentaires dans les délais les plus rapides.

ARTICLE 9:

La direction des opérations appartient dans tous les cas aux autorités de la Partie requérante. Les modalités d'intervention de la Partie requise seront déterminés en accord avec cette dernière.

ARTICLE 10 :

Les frais de toute nature découlant des activités d'assistance et de coopération seront à la charge de la Partie requérante.

ARTICLE 11 :

Si des dommages sont causés à des tiers par la Partie requise, leurs réparations sont à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils auront été causés.

ARTICLE 12 :

A la demande de l'une des deux Parties contractantes, des mesures communes peuvent être prises pour lutter contre la pollution de la méditerranée.

Titre IV - Dispositions finales

ARTICLE 13 :

La présente Convention est conclue pour une durée illimitée, chacune des Parties contractantes pourra, à chaque moment la dénoncer. Cette dénonciation prendra effet six mois après la date de réception de sa notification de la part de l'autre Partie contractante.



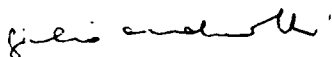
IX LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

La présente Convention entrera en vigueur au moment où les Parties contractantes se seront mutuellement notifiées l'accomplissement de leurs procédures respectives nationales.


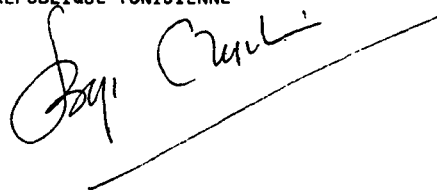
Fait à Rome le 17 octobre 1985 en double exemplaire en langue française.

Les traductions en langues arabe et italienne seront échangées par la voie diplomatique.

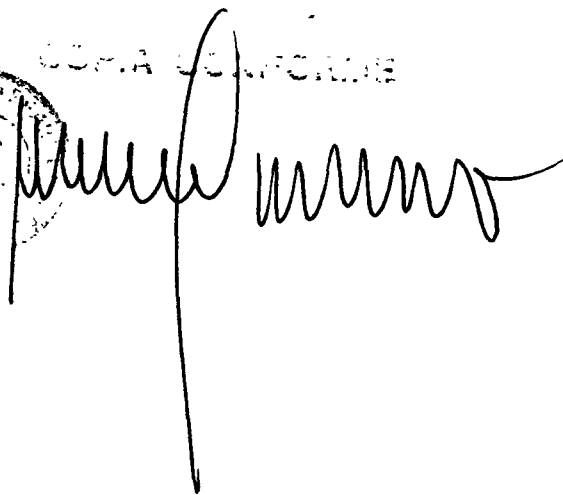
POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE ITALIENNE



POUR LE GOUVERNEMENT DE LA
REPUBLIQUE TUNISIENNE



COMPTA SCORFONNE



TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE TRA LA REPUBBLICA ITALIANA
E LA REPUBBLICA TUNISINA, RELATIVA AL-
LA COOPERAZIONE E ALL'ASSISTENZA NELLO
AMBITO DELLA PROTEZIONE CIVILE E DEI
SERVIZI ANTI-INCENDIO.

Il Governo della Repubblica Italiana
e il Governo della Repubblica Tunisina

Convinti dell'interesse per i due paesi di stabilire una
cooperazione permanente nell'ambito della Protezione Civile
e dei servizi anti-incendio, e desiderosi di facilitare l'as-
sistenza reciproca ogni qualvolta ciò si riveli necessario,
hanno convenuto quanto segue:

Titolo I - Disposizioni Generali

ARTICOLO 1:

Le Parti contraenti s'impegnano a stabilire una coopera-
zione permanente nell'ambito della Protezione Civile e dei
servizi anti-incendio e, nella misura delle loro possibilità,
a prestarsi assistenza ogni qualvolta ciò si riveli necessa-
rio in base alle condizioni previste dalla presente Convenzio-
ne.



ARTICOLO 2:

- Al fine di raggiungere gli obiettivi di cui all'art.1,
- a) viene creata una commissione costituita dai rappresentanti di ognuna della parti contraenti , denominata "Commissione Mista di Protezione Civile e dei Servizi Anti-incendio";
 - b) è organizzato un coordinamento degli esperti chiamati a fornire la loro opera nell'ambito di detta cooperazione.

Titolo II - Organizzazione della CooperazioneARTICOLO 3:

La Commissione, prevista all'art. 2 che comprende, a parità, per ogni Parte, dei membri designati congiuntamente dai Ministri dell'Interno per il Coordinamento della Protezione Civile della Repubblica Italiana ~~e del Ministro dell'Interno della Repubblica Italiana~~ e dal Ministro dell'Interno della Repubblica Tunisina, è composta da:

- 1) membri permanenti per ogni delegazione:
 - cinque rappresentanti dei Ministri italiani dell'Interno e per il Coordinamento della Protezione Civile e del Ministro dell'Interno della Repubblica Tunisina,



tra cui. il Direttore Generale per la Protezione Civile ed i Servizi Anti-incendio per la Parte Italiana, ed il Direttore della Protezione Civile per la Parte Tunisina.

- 2 responsabili competenti in materia di lotta contro l'inquinamento marittimo.
- 2 specialisti di soccorso e della lotta contro l'incendio.

2) membri chiamati a partecipare solo per gli affari di loro competenza e per l'esame dei quali si fa appello a varie categorie di esperti del settore pubblico e privato.

ARTICOLO 4:

La Commissione è presieduta alternativamente dai Ministri dell'Interno o per il Coordinamento della Protezione Civile per la Parte Italiana e dal Ministro dell'Interno per la Repubblica Tunisina o dai loro rispettivi rappresentanti.

Essa si riunisce ad intervalli regolari alternativamente in Tunisia ed in Italia.

La Commissione può anche riunirsi in qualsiasi momento, allorché sia stato deciso in tal senso, a causa di circostanze speciali. Il luogo di riunione sarà deciso di comune accordo.



ARTICOLO 5:

Il Presidente della Commissione, prevista all'articolo precedente, può, secondo parere di quest'ultima, costituire nel suo ambito una Sotto-Commissione permanente e delle Sotto-Commissioni tecniche di cui fissa le competenze.

ARTICOLO 6:

Le finalità della Commissione sono in particolare:

- a) di determinare le condizioni generali cui dovranno adeguarsi le Parti, per realizzare la cooperazione ritenuta necessaria per la creazione dell'organizzazione dei servizi e unità operative, nonché la gestione.
- b) di emettere un parere sui particolari affari che gli vengono sottoposti su richiesta di una delle Parti.
- c) di favorire un regolare scambio di informazione a livello giuridico, tecnico e operativo.

ARTICOLO 7:

Gli esperti chiamati ad adempiere ad una missione di cooperazione sono designati di comune accordo tra le due Parti contraenti.



Qualora lo ritenessero utile, essi designeranno un consigliere tecnico, al fine di coordinare sul posto, a intervalli regolari e durante periodi più o meno lunghi, l'attività dei vari esperti la cui partecipazione sia stata richiesta.

I diritti ed obblighi precisi degli esperti sono determinati di comune accordo tra le due Parti contraenti.

Le spese inerenti all'oggetto di detto articolo sono a carico della Parte richiedente.

Titolo III - Reciproca assistenza a livello operativo

ARTICOLO 8:

Qualora una Parte necessiti di assistenza in caso di gravi incidenti, essa potrà richiedere la partecipazione dell'altra Parte, per ottenere dei mezzi di soccorso supplementari nel più breve tempo possibile.

ARTICOLO 9:

La direzione delle operazioni spetta in ogni caso alle autorità della Parte richiedente. Le modalità d'intervento della Parte richiesta saranno determinate di comune accordo con quest'ultima.



ARTICOLO 10:

Le spese di qualsiasi natura derivanti da attività di assistenza e di cooperazione saranno a carico della Parte richiedente.

ARTICOLO 11:

Qualora vengano causati danni a terzi dalla Parte richiedente, il loro risarcimento sarà a carico della Parte sul cui territorio sono stati causati.

ARTICOLO 12:

Su richiesta di una delle Parti contraenti, possono essere adottate delle misure per la lotta contro l'inquinamento del Mediterraneo.

Titolo IV - Disposizioni finaliARTICOLO 13:

La presente Convenzione è stipulata per una durata illimitata; ognuna delle Parti contraenti potrà, in qualsiasi momento, denunciarla. Tale denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della sua notifica da parte dell'altra Parte contraente.



La presente Convenzione entrerà in vigore nel momento in cui le Parti contraenti si saranno reciprocamente notificato il compimento delle loro rispettive procedure

Fatto a Roma il 17 ottobre 1985 in doppio esemplare in lingua francese.

Le traduzioni in lingua araba e italiana saranno scambiate tramite le vie diplomatiche.

PER IL GOVERNO DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PER IL GOVERNO DELLA
REPUBBLICA TUNISINA

